

"La question indo-pakistanaise, une crise récurrente en voie de résolution ?"

Mémoire de géopolitique

du chef d'escadron Dutrieux

5°promotion du CID

Sommaire

Introduction.

p 3

1. Deux états soumis à des forces centrifuges:des solutions différentes.

p 3

11. L'Inde laïque et pluraliste.

p 3

111. Les facteurs d'implosion.

112. Les facteurs de cohésion.

113. Une politique étrangère originale.

12. Le Pakistan et la "théorie des deux nations" : la spécificité religieuse. p 5

121. Un Etat plus qu'une nation : les facteurs d'éclatement.

122. Le rapport permanent à l'Inde.

123. L'instabilité politique et l'influence de l'armée.

2. Des frères ennemis nés d'une partition inachevée.

p 6

-

21. La rivalité religieuse.

p 7

211. La "vague Safran" des années 80 en Inde : le nationalisme hindou.

212. Les accusations réciproques d'ingérence.

22. La rivalité territoriale et l'abcès du Cachemire : l'impuissance générale. p 7

221. Les origines du conflit.

222. Deux positions inconciliables : référendum ou rattachement à l'Inde?

23. Les conséquences régionales de la crise du Cachemire.

p 9

231. Des budgets de défense disproportionnés.

232. Le problème nucléaire.

24. Les systèmes d'alliances croisées. p 10

3. Les facteurs d'évolution : entre guerre et règlement politique. p 10

-

31. Des pouvoirs "faibles" liés par leur opposition intérieure.
p 10

311. L'Inde et la période des coalitions, le BJP et les nationalistes.

312. La fragilité du Pakistan : la crispation, le poids de l'armée.

32. Une volonté indienne de dépasser le problème?
p 11

321. L'abandon des principes économiques de pères fondateurs.

322. Le malaise dans l'armée.

33. La fin de la guerre froide et le changement des équilibres régionaux. p 12

331. L'isolement du Pakistan.

332. La dynamique de l'Inde: les succès de la politique de bon voisinage.

333. Les relations informelles ("Track two").

Conclusion.

p 13

-

Bibliographie.

p 14

Annexes.

1. Carte de l'Inde.
p 15

2. Carte du Pakistan.
p 16

3. Comparaison des armées indienne et pakistanaise.
p 17

-

Malgré de nombreux facteurs de dislocation, l'Inde affiche une stabilité assez inattendue pour son cinquantième anniversaire. Elle vit également une mutation économique majeure et sa volonté d'ouverture au monde semble reléguer au second plan les anciennes considérations géopolitiques héritées de la guerre froide. Après avoir réussi à construire une nation, l'Inde élargit en effet son horizon et montre son intérêt pour les questions régionales, voire mondiales. Le Pakistan est tout aussi divers, mais il n'a pas encore surmonté le traumatisme causé par la partition de l'empire des Indes britanniques suivi d'échanges massifs de populations. Islamabad est en effet toujours en quête d'une cohésion nationale que l'Islam ne lui a pas apportée.

Entre ces frères ennemis se dresse en fait la partition inachevée et le problème du Cachemire reste la question qui cristallise toutes les rancoeurs. Trois guerres ont opposé l'Inde au Pakistan qui les a perdues et cette région, certes stratégiquement importante entre le sous-continent indien et la Chine, est devenue une sorte "d'Alsace-Lorraine" asiatique. Les ramifications régionales de la crise empoisonnent en outre les relations entre New-Dehli, Islamabad et leurs voisins et elles interdisent la sérénité des échanges, à l'heure où la nouvelle donne économique exigerait des regroupements régionaux.

Après avoir rappelé les voies respectives utilisées par l'Inde et le Pakistan pour bâtir une nation, nous développerons les conséquences régionales de la crise du Cachemire avant d'en aborder les facteurs d'évolution.

1. Deux Etats soumis à des forces centrifuges : des solutions radicalement différentes.

-

11. L'Inde laïque et pluraliste.

-

L'Inde, ce pays aux mille révoltes, selon l'expression de l'écrivain V.S.Naipaul, a réussi là où on ne l'attendait pas. Malgré des tensions récurrentes, la plus grande des démocraties impose l'image d'une paradoxale stabilité.

111. Les facteurs d'implosion.

-

La diversité linguistique est certaine. Plus de mille langues sont parlées en Inde et parmi elles, 18 sont constitutionnelles. L'hindi est parlée majoritairement uniquement parce que de nombreux indiens sont bilingues, elle ne serait en fait la langue maternelle que de 39% de la population. Les minorités linguistiques sont une réalité et, fait notable, elles ne restent pas confinées à la périphérie du pays, mais sont étroitement mêlées aux hindous. Cet émiettement ne se traduit donc pas par une opposition entre un territoire central linguistiquement homogène et des périphéries peuplées de minorités.

La diversité religieuse est également remarquable. L'Hindouisme est majoritaire (82% de la population) et doit coexister avec des minorités, musulmanes, sikhs, chrétiennes ou bouddhistes. La cohabitation est cependant généralement harmonieuse car l'idéologie hindoue reste ouverte : le religieux ne repose pas sur des dogmes, mais le système des castes commande une organisation traditionnelle de la société indienne.

Le tableau n'est cependant pas idyllique pour deux raisons. Dans certaines régions tout d'abord, les minorités religieuses sont localement majoritaires et ces zones correspondent souvent à des points chauds, qu'il s'agisse des musulmans au Cachemire, des bouddhistes au Ladakh, des sikhs au Pendjab ou des chrétiens en Assam. Les musulmans sont ensuite près de cent dix millions, soit 13% de la population. Globalement assez bien intégrés, leurs relations avec les autres communautés sont plus faciles dans le Sud, où l'Islam a été introduit tôt et de façon pacifique par les navigateurs arabes, qu'au Nord où il a été conquérant et souvent agressif. Sunnite à 90%, la communauté musulmane (le "millat") n'est pas monolithique et l'influence des civilisations arabe, turque, afghane et iranienne reste perceptible. Peu porté vers la rébellion armée, le musulman craint par ailleurs les réactions xénophobes promptes à se déchaîner, surtout en période de tension avec le Pakistan. L'Islam indien, tout en étant actuellement minoritaire, n'est ni périphérique, ni secondaire.

La population indienne qui se monte à plus de 900 millions et connaît un taux démographique élevé est victime de tensions identitaires pouvant porter atteinte à son intégrité territoriale. La violence politique subsiste, comme en témoigne le soulèvement "naxalite" (marxiste-léniniste) endémique en Andhra Pradesh et au Bihar. Mais la plus grande menace provient de mouvements régionalistes qui veulent détacher d'un état un territoire à forte minorité ethnique, comme le mouvement Gorkha au Bengale. Dans la mesure où ces questions ne débordaient pas du cadre national, l'Inde a toujours préféré calmer le jeu en concédant des "conseils régionaux" plutôt qu'en acceptant des démantèlements d'états. Mais le paroxysme régionaliste a pu mener à l'insurrection, comme au Pendjab avec le mouvement indépendantiste sikh du Khalistan, en Assam avec les Bodos du Front de Libération ou au Cachemire. Ces insurrections se situent toutes dans des Etats frontaliers où des partis régionalistes, minés par les divisions internes attisées par le Congrès, n'ont pas pu mener un jeu politique local sain.

112. Les facteurs de cohésion.

-

Le nationalisme indien et le respect des "grands hommes" (Nehru, Gandhi) ont néanmoins joué un rôle important. Les pères fondateurs ont en effet construit progressivement un Etat-nation, en s'appuyant sur la pluralité et sur le fédéralisme. La cohésion de l'Union repose donc d'abord sur la laïcité, garante d'une coexistence pacifique : la nation ne se définit pas par sa foi, même si l'hindouisme demeure un trait d'union puissant grâce à son ouverture. La constitution interdit enfin toute discrimination et prône l'égalité entre les citoyens.

L'Inde est devenue de fait la plus grande démocratie du monde et n'a jamais été tentée par un système à parti unique. Dans ce paysage politique, parfois violent mais toujours pluraliste, les premières élections législatives de 1952 ont été suivies par plus de dix consultations au niveau fédéral.

Sur le plan institutionnel, l'Inde est pratiquement le seul pays du Tiers-Monde à avoir réglé pacifiquement la plupart des tensions régionales et ethniques. Un difficile équilibre a constamment du être maintenu entre la géopolitique interne visant à éviter un morcellement trop poussé et la géopolitique externe visant à ramener le calme dans les états frontaliers. Après l'indépendance en effet, d'anciennes provinces britanniques et des états princiers coexistaient et les 22 états actuels sont issus d'un redécoupage conduit selon deux logiques : créer d'abord des états stables d'une certaine superficie et linguistiquement homogènes et, dans les zones plus sensibles comme au Pendjab et en Inde du Nord-Est, calmer les insurrections en concédant quelques Etats de taille plus réduite.

113. Une politique étrangère originale.

-

Pour préserver son indépendance, l'Inde a choisi le non alignement : la rivalité des grandes puissances garantissait sa sécurité et permettait de faire entendre la voix des pays en voie de développement. Choisi à la conférence de Bandung, ce système a autorisé les relations avec les deux camps et permis à l'Inde d'accepter une aide économique soviétique "non ingérante" ciblée sur des réalisations précises. Cette coopération s'est ensuite trouvée confortée puisque les Etats-Unis soutenaient le Pakistan et qu'un appui face à la Chine se révélait nécessaire.

L'Inde a par ailleurs fondé sa doctrine de sécurité régionale sur le règlement bilatéral des problèmes. Dans ce contexte, les Etats voisins moins puissants ont cherché des appuis extérieurs, ce que l'Inde, encerclée par une double marée communiste et fondamentaliste musulmane, a toujours pris pour une marque de défiance à son égard. L'imbrication des problèmes intérieurs et extérieurs a influencé sa politique extérieure et l'a amenée à utiliser localement les moyens de pression qu'elle refusait aux grandes puissances contre elle-même. New-Dehli a ainsi employé l'arme de l'aide économique au Bouthan et un blocus contre le Népal. L'Union indienne a aussi joué un rôle de gendarme régional, avec succès aux Maldives pour contrer une menace de coup d'état et de manière moins probante au Sri Lanka pour participer au règlement du problème tamoul. En résumé, l'Inde fait peur, et les pays voisins refusent de se laisser enfermer dans des relations bilatérales exclusives avec ce grand voisin.

12. Le Pakistan et la "théorie des deux nations" : la spécificité religieuse.

-

121. Un Etat plus qu'une nation : les facteurs d'éclatement.

Le Pakistan repose sur la "théorie des 2 nations": le Pakistan pour les musulmans et l'Inde pour les hindous. Défendue par le leader charismatique musulman Mohammed Ali Jinnah, cette conception prétendait protéger les musulmans face à la montée de l'extrémisme hindou. En fait, les musulmans, minoritaires, moins éduqués faute d'avoir saisi les possibilités que leur offraient les britanniques et moins travailleurs, risquaient d'être marginalisés dans la nouvelle Inde indépendante. Le Pakistan de 1947 était cependant peu viable car géographiquement coupé en deux par l'Inde, c'est en fait une simple région du sous-continent indien sans existence antérieure propre. Son nom même est artificiel et il est moins le "pays des purs" que l'acronyme approximatif de provinces. La sécession du Pakistan Oriental en 1971 a sapé la théorie des deux nations et la légitimité du Pakistan s'est effondrée. Face aux tensions internes, l'Islam n'est qu'un ciment relatif.

Situé entre l'Inde et des pays musulmans, le Pakistan n'est ethniquement pas homogène et vit une opposition, plus ou moins marquée selon les régions, entre le système tribal caractéristique du Moyen-Orient et celui des castes propre à la société indienne. Il subit deux fractures majeures. La première oppose le sud au nord. Les régions du centre-sud (Pendjab, Sind et Balouchistan) sont les plus importantes économiquement et elles connaissent une organisation sociale assez égalitaire. Une société très hiérarchisée prévaut par contre dans la province de la frontière du Nord-

Ouest, en Azad Cachemire et dans les Territoires du Nord. A cette première fracture, s'ajoute une est-ouest qui sépare le Pendjab et le Sind, voisins de l'Inde et peuplés de paysans sédentaires, du Balouchistan et des Territoires du Nord Ouest très proches des mentalités tribales d'Afghanistan.

Les tensions sont enfin d'ordre religieux car l'Islam n'est pas monolithique. La division entre chiites (~15%) et sunnites est source de conflits croissants depuis les années 80. L'Islam unificateur et dogmatique du wahabisme correspondant au modèle d'état religieux choisi s'oppose à l'islam divisif pourtant courant dans la société, et les combats restent fréquents entre tribus pathanes sunnites et chiites. Les Muhajirs, musulmans venus de l'Inde lors de la partition, appartiennent à un autre courant. Majoritaires à Karachi et dans les grandes villes du Sind, leur culture est plus laïque et plus libérale en matière économique que celle des pakistanais d'origine et elle est à l'origine de violents affrontements. L'islam, socle de l'Etat pakistanais, n'a donc pas effacé les différences internes.

122. Le rapport permanent à l'Inde.

Bâti sur le refus d'un destin commun avec l'Inde, le Pakistan y fait cependant souvent référence et le "pays des purs" reste une sorte de "non-Inde", sans histoire ni langue ni d'identité propres. Dissocier le Pakistan de l'héritage indien est une constante et les théoriciens pakistanais essaient de rattacher le pays à l'espace économique et culturel d'Asie Centrale, ce qui paraît moins irréaliste depuis le démembrement de l'URSS. La stabilité régionale est cependant loin d'être une réalité, tant à l'ouest en Afghanistan qu'à l'Est au Cachemire, ce qui explique la volonté du Pakistan d'y conserver une forte influence.

123. L'instabilité politique et l'influence de l'armée.

-

Le Pakistan connaît une vie politique agitée, émaillée de coups d'état, d'assassinats et de lois martiales : sept premiers ministres ont été nommés entre 1947 à 1957 et trois constitutions n'ont pu ramener le calme car trois forces divergentes s'affrontent.

* La mouvance islamiste est conduite par les Ulémas. Peu homogène, elle n'a pu empêcher la sécession du Bangladesh où la logique géographique et l'identité ethnique l'ont emporté.

* Les partis démocratiques sont également désunis. Le PPP démocrate (parti du peuple pakistanais) ou le NPP socialiste (parti national du peuple) n'ont pas grand chose en commun avec les partis régionaux (partis Balouches, Pachtoun...), ni avec les partis représentatifs des Muhajirs.

* Dans cet imbroglio, disposant d'une réelle cohésion, l'armée est devenue l'arbitre de la vie politique, sans toutefois que ses chefs ne suivent de fil directeur cohérent. Le général Ayub Khan était par exemple un moderniste, une sorte d'Atatürk pakistanais, alors que le général Zia a été l'homme de l'islamisation à but politique.

Actuellement, la stabilité du gouvernement civil de Nawaz Sharif qui dispose d'une majorité fait naître l'espoir et le pays entrevoit une chance de redressement, si la classe militaire accepte la tentative actuelle d'ouverture politique.

2. Des frères ennemis nés d'une partition inachevée.

-

La rivalité indo-pakistanaise provient fondamentalement du refus non avoué de l'Inde d'accepter la réalité du Pakistan, et du Pakistan qui s'accroche à la "théorie des deux nations".

21. La rivalité religieuse.

-

211. La "vague Safran" des années 80 en Inde : le nationalisme hindou.

Le réveil nationaliste en Inde a encore creusé le fossé avec le "pays des purs". Il provient d'une remise en question de la voie suivie par les pères fondateurs, et d'une atteinte supposée à l'identité hindoue causée par l'ouverture économique et la libéralisation.

La "vague Safran" rejette le modèle démocratico-laïc inspiré du monde occidental et affirme la prééminence de la nation hindoue sur l'état et sur l'individu. Ce mouvement a toujours existé, mais l'essor du parti du Congrès l'avait relégué au second plan. Révélé lors de la destruction de la mosquée de Babur, il est aujourd'hui exacerbé par l'afflux de réfugiés musulmans du Bangladesh en Inde et provoque logiquement une réaction fondamentaliste musulmane. Le BJP (Bharatiya Janata Party) est un des partis représentatifs de cette tendance au rôle politique grandissant. Se présentant comme un parti semblable aux autres, il délaisse quelque peu la mobilisation ethno-religieuse pour se recentrer sur des thèmes populistes, au premier rang desquels figure le nationalisme économique. Son bastion se trouve dans la "ceinture hindie" des quatre états du Nord (Bihar, Uttar Pradesh, Haryana, Madhya Pradesh).

212. Les accusation réciproques d'ingérence.

-

Chaque pays voit la main de l'étranger dans ses problèmes intérieurs, ce qui a l'avantage de mobiliser l'opinion publique et la classe politique contre un adversaire extérieur.

L'Inde a ainsi accusé les services secrets pakistanais de soutenir les indépendantistes sikhs au Pendjab et d'aider les rebelles au Cachemire et en Assam. Elle cherche l'appui Etats occidentaux, en particulier du G7, et joue la division des Etats islamiques en se rapprochant par exemple de l'Iran chiite en froid avec le Pakistan sunnite. Ce dernier est aussi soupçonné d'aider les groupes islamistes en Inde et de manipuler les immigrés clandestins du Bangladesh. Le Pakistan accuse en retour l'Inde de soutenir les sécessionnistes au Sind et d'attiser les affrontements confessionnels entre musulmans.

22. La rivalité territoriale et l'abcès du Cachemire : l'impuissance générale

-

221. Les origines du conflit.

-

Dans la logique de la partition, le Cachemire aurait du revenir au Pakistan, mais les Anglais lui ont laissé le choix entre l'Inde et le Pakistan. Le maharajah était hindou, alors que la majorité de la population était musulmane. Des tribus pathanes venues du Pakistan ont envahi le pays et, pour se défendre, le souverain a choisi l'Inde ce qui a provoqué la première guerre indo-pakistanaise (1947-48) gagnée par l'Inde. Après un cessez-le-feu sous contrôle de l'ONU, les deux armées se sont retirées de part et d'autre d'une ligne de contrôle séparant le Jammu-et-Cachemire occupé par l'Inde de l'Azad-Cachemire occupé par le Pakistan. La question devait être réglée par un référendum, jamais organisé.

L'autonomie promise par l'Inde avait été décisive dans le ralliement du principal parti cachemiri, la Conférence nationale du sheik Abdullah, mais depuis, instruit par la réalité, ce parti a oscillé entre le choix indien et la thèse indépendantiste. Le sheik ayant été emprisonné durant quatorze ans, toute solution politique a été bloquée et l'Inde s'est peu à peu transformée en puissance occupante. En 1965, le Pakistan a perdu une autre guerre et, en 1971, l'Inde a appuyé militairement la sécession du Bangladesh. Tous les ingrédients ont donc été réunis pour que le conflit dure.

222. Deux positions inconciliables : référendum ou rattachement à l'Inde?

Pour l'Inde, le cachemire occupe une position stratégique face à la Chine, au Pakistan et à l'Asie Centrale, trois entités instables et potentiellement dangereuses. L'Inde se satisfait de la division, tout en revendiquant les territoires tenus par le Pakistan. Moyennant des arrangements de pure forme, elle peut attendre sans rien céder et veut résoudre la question dans un contexte bilatéral, ainsi que le prévoit l'accord de Simla signé en 1972 après la défaite pakistanaise. Elle a longtemps contrôlé la province par le biais de la loi martiale (la "presidential's rule") et l'armée, ainsi que divers groupes paramilitaires, y ont mené une dure répression. Un récent retour à une forme de démocratie lui permet aujourd'hui de jouer le légalisme.

Le Pakistan a une position apparemment moins maximaliste mais qui revient en fait au même. Selon lui, l'Azad-Cachemire et le Jammu-et-Cachemire doivent être soumis à l'autodétermination, ce qui revient à revendiquer la partie Indienne selon le vœu des musulmans. Craignant un nouveau face à face militaire malheureux avec New-Dehli, le Pakistan refuse le caractère bilatéral des négociations et cherche à internationaliser le conflit. La répression indienne lui a permis de mobiliser l'opinion islamique en faisant inscrire ce problème à l'agenda de l'organisation des pays islamiques. Cette mobilisation trouve néanmoins ses limites, comme le prouve l'échec pakistanais à faire condamner l'Inde à l'ONU. En attendant un hypothétique règlement politique, militaires et paramilitaires trouvent une base arrière en Azad-Cachemire d'où ils mènent des opérations au Jammu-et-Cachemire.

223. Le regain d'activité et la "troisième voie".

-

L'insurrection s'est réveillée peu après les élections de 1987, refusées par les cachemiris. Les revendications des deux principaux mouvements insurrectionnels ont alors divergé. Le Front de Libération du Jammu-et-Cachemire (JKLF) à tendance laïque et socialisante est devenu favorable à l'indépendance alors que le Herzbul Mujahidin d'inspiration religieuse et soutenu par Islamabad restait favorable au rattachement au Pakistan. La situation s'est compliquée par l'intervention "d'Afghans" venus aider leurs frères musulmans et par la création d'un organisme chiite soutenu par l'Iran, le "Hezbollah". Un véritable état de guerre s'est alors installé, l'Inde a porté ses effectifs militaires à plus de 350.000 hommes et de nombreux tirs d'artillerie ont été échangés avec les pakistanais.

Pour la première fois cependant, ce regain d'activisme ne provient ni de l'Inde ni du Pakistan, mais des cachemiris eux-mêmes. La paralysie économique bouche en effet l'avenir de milliers de jeunes et surtout, les chefs cachemiris ont changé. Les anciens, qui avaient fréquenté les hommes politiques pakistanais et indiens comme Abdul Ghani, leader de la "Muslim Conference" et Maulvi Mohammad Abbas Ansari,

leader de la communauté Chiite, ont été remplacés par des dirigeants et issus des classes moyennes et ayant peu voyagé. Lassés par quarante ans de lutte infructueuse, ils doutent de la possibilité de rattachement au Pakistan et privilégient la thèse indépendantiste. Shabir Ahmed Shah, fondateur de la Ligue du peuple cachemiri et Mirwaiz Omar Farook appartiennent à cette tendance qui désapprouve la brutalité des milices pro pakistanaïses. Une structure, la conférence "Hurriyat", a été créée pour permettre les discussions avec l'Inde mais aucun résultat n'a été atteint car la situation reste tendue et le gouvernement indien n'a rien de nouveau à proposer.

23. Les conséquences régionales de la crise du Cachemire.

-

231. Des budgets de défense disproportionnés.

-

L'armée pakistanaïse est très nombreuse, elle compte un demi million d'hommes et absorbe presque 7% du PIB. Sa puissance et son implication dans la vie politique du pays ont ôté au pouvoir politique tout contrôle sur elle

L'armée indienne n'est pas en reste car les défis à relever sont nombreux : il lui faut répondre aux menaces chinoïses et pakistanaïses, mener une véritable guerre et des opérations anti-guerilla au Cachemire et combattre des rebellions dans les Etats du nord-est et au Pendjab. Légitimiste, professionnelle et apolitique, elle s'est révélée efficace malgré sa défaite de 1962 face à la Chine. Forte de plus d'un million d'hommes (voir annexe 2), elle manque cependant d'armements modernes et sophistiqués.

La course aux armements a été accélérée après la défaite contre la Chine. Les quantités d'équipement ont alors été telles que, malgré une volonté de diversification des achats, les offres de service de Moscou, par ailleurs proche de l'Inde en matière de politique internationale, ont été les seules financièrement acceptables. La politique d'achats a donc consisté à recourir à l'URSS pour les matériels "non compétitifs" et aux fournisseurs occidentaux, plus chers mais plus performants, quand cela s'avérait nécessaire suite à l'achat de matériels modernes par le Pakistan. Malgré de sévères coupes (-40% entre 1990 et 1994), le budget de la défense a été depuis un peu revu à la hausse.

232. Le problème nucléaire.

-

L'Inde a effectué un essai nucléaire en 1974 et dispose des vecteurs nécessaires : chasseurs bombardiers et missiles balistiques de fabrication locale Prithvi et Agni. Développée après la défaite contre la Chine, la capacité nucléaire militaire a changé l'attitude de l'Inde dans les négociations sur le désarmement, elle s'est dès lors opposée à tout accord ne comportant pas de calendrier précis d'élimination des armes nucléaires. En 1996, elle a refusé de signer le traité de non prolifération qu'elle considère comme discriminatoire. Ne maîtrisant par ailleurs ni la technologie ni la simulation qui lui permettraient de se passer d'essais, elle n'a pas signé le traité interdisant les essais. Il lui est en effet difficile de renoncer à l'armement nucléaire alors que des arsenaux semblables se développent alentours.

Bien qu'il n'ait jamais effectué d'essai, le Pakistan détient également l'arme nucléaire, et la Chine lui a vendu des missiles balistiques. C'était pour Islamabad le seul moyen de compenser la supériorité conventionnelle indienne. Les relations entre Islamabad et Washington se sont d'ailleurs considérablement rafraîchies, d'autant que, comme l'Inde, le Pakistan a refusé de signer le TNP.

Même si la détention de l'arme nucléaire joue le même rôle dissuasif qu'en Europe durant la guerre froide, la possession d'armement nucléaire par trois pays aux frontières communes (Chine, Inde, Pakistan), dans une région parmi les plus agitées du globe, n'a rien de rassurant, même si des accords ont été signés. Un accord indo-pakistanaï de 1992 interdit toute attaque contre les installations nucléaires et un autre prévoit la notification préalable des exercices militaires ainsi que la prévention de violation de l'espace aérien.

24. Les systèmes d'alliances croisées.

-

Chacun des deux pays a cherché des garanties auprès des grandes puissances pour contrer les tentatives d'encerclement de son adversaire et assurer ainsi sa sécurité. Malgré sa doctrine de non alignement, l'Inde a signé un traité d'amitié avec l'URSS en 1971. Après la guerre sino-indienne déclenchée par la Chine pour punir l'Inde d'avoir accueilli le Dalaï-Lama, le Pakistan a conclu un traité d'entente avec Pékin en 1963. Allié de l'Amérique dans l'OTASE, sa position clé dans la région l'en a encore rapproché après la chute du Shah d'Iran et lors de la guerre en Afghanistan.

3. Les facteurs d'évolution : entre guerre et règlement politique.

-

La partition inachevée est un point de fixation trop sensible pour que les gouvernements tentent le moindre compromis sans l'aval de leur opposition. En résumé, si plus personne ne veut la guerre, personne en revanche n'ose faire la paix.

-

31. Des pouvoirs "faibles" liés par leur opposition intérieure.

-

Les nationalismes indien et pakistanais se sont bâtis sur leurs propres valeurs, ainsi que sur le conflit avec l'ex-frère devenu ennemi. Pour l'Inde, le Cachemire a sa place dans une nation pluraliste, pour le Pakistan, il est la part musulmane à récupérer. Le caractère symbolique et passionnel du conflit rend une modification des positions respectives sur le fond improbable. En outre, des tendances régionalistes perdurent dans les deux Etats (Sind au Pakistan, Assam et Pendjab en Inde) et céder sur le Cachemire pourrait ouvrir la boîte de Pandore des sécessions. Une forte volonté et une grande stabilité politique seraient nécessaires.

311. L'Inde et la période des coalitions, le BJP et les nationalistes.

L'Inde est entrée en 1995 dans l'ère des coalitions, suite au déclin progressif du parti du Congrès usé par plus de quarante ans de pouvoir. Un "Front uni" de treize partis est au pouvoir mais sa fragilité lui interdit toute modification brutale de politique au Cachemire sous peine que les nationalistes hindouistes ne crient à la trahison. Les négociations de la conférence Hurriyat sont encouragées mais la répression est poursuivie et aucune d'idée nouvelle n'est avancée. L'évolution de la situation interne du Cachemire est donc primordiale.

312. La fragilité du Pakistan : la crispation, le poids de l'armée.

Au Pakistan, céder sur la question du Cachemire reviendrait à abandonner définitivement le principe des deux nations qui est le concept fondateur de l'état. Le Cachemire est d'ailleurs l'unique consensus dans ce pays en voie déliquescence politique et de faillite économique. Il sert en quelque sorte de dérivatif aux problèmes internes. Il existe en outre un précédent historique : en 1946, les pachtouns avaient choisi la voie du rattachement au Pakistan, au grand dam de l'Afghanistan qui aurait voulu les annexer. Or les pachtouns, très influents dans l'armée, ne peuvent imaginer que les cachemiris qu'ils soutiennent depuis cinquante ans fassent un choix différent. Tant qu'un réel sentiment pro-pakistanais ou indépendantiste existera au Cachemire, le "lâchage" des frères par le Pakistan paraît peu envisageable. L'idée qu'une nouvelle aventure militaire serait vouée à l'échec fait néanmoins son chemin et certains politiciens modérés sentent qu'il faudrait apurer ce dossier.

32. Une volonté indienne de dépasser le problème?

321. L'abandon des principes économiques de pères fondateurs.

-

Depuis 1991, l'Inde a admis la suprématie américaine et ses conséquences sur la libéralisation de l'économie. L'ouverture économique et le libéralisme étaient en outre rendus nécessaires par l'inadaptation du système nehruhiste qui, de pertinent dans le cadre d'une économie de décollage industriel, était devenu obsolète.

New-Dehli s'était aussi rendu compte que sa puissance effrayait et qu'elle éprouvait des difficultés pour nouer des contacts avec les organisations asiatiques. L'Inde n'appartient en effet pas à l'APEC et l'ASEAN lui est à peine entrouverte. La SAARC, créée en 1985 sur des bases purement économiques, démarre lentement et est marquée par un trop fort déséquilibre envers ses voisins. Après l'assassinat de Rajiv Gandhi par un extrémiste tamoul sri lankais en 1991, une réforme considérable a été lancée par le premier ministre Narasimha Rao pour ouvrir le pays, auparavant protectionniste, au marché mondial et aux investisseurs.

322. Mais des limites ...

-

La plate-forme économique libérale présente un bilan mitigé. La croissance annuelle du produit intérieur brut atteint certes 6%, l'Inde envoie des satellites dans l'espace et inonde le monde de logiciels informatiques. Certaines failles structurelles subsistent néanmoins : les privatisations n'ont pas été menées à terme, l'inflation subsiste et le développement insuffisant de l'industrie agro-alimentaire nécessite des importations de céréales. Les financements étrangers sont enfin paralysés par les incertitudes politiques.

L'Inde dispose pourtant d'un potentiel humain étonnant mais son taux de croissance démographique fait son malheur car elle dépassera le milliard d'habitants en l'an 2.000. Le système des castes très étanche cloisonne la société et une classe moyenne au sens occidental du terme lui fait défaut. Sur 900 millions d'habitants, 2% ont une voiture et appartenir à la classe moyenne en Inde signifie pouvoir nourrir sa famille, habiller décemment ses enfants et avoir un téléviseur en noir et blanc. Seule la libéralisation économique peut faire naître cette classe moyenne si importante pour la stabilité d'une société.

322. Le malaise dans l'armée.

-

L'Inde sait qu'elle ne peut plus engager une nouvelle guerre au Cachemire car, outre l'isolement économique, les risques de dérapage nucléaire la brouilleraient avec les Etats-Unis. L'armée connaît ensuite un malaise : tant que les combats l'opposaient à des étrangers, elle était dans son rôle et bénéficiait d'un champ de manoeuvres réel. Mais dans les années 80, elle a été progressivement engagée contre des populations indiennes au fur et à mesure du développement des mouvements régionalistes. Au Pendjab, elle a lutté contre la rébellion Sikh alors que les Sikhs lui fournissaient traditionnellement des contingents de valeur. Au Cachemire, son rôle était devenu policier puisqu'elle était responsable de la lutte contre-insurrectionnelle et du maintien de l'ordre auparavant dévolu à la police. Ses chefs ont marqué leur volonté de revenir à des missions plus traditionnelles.

33. La fin de la guerre froide et le changement des équilibres régionaux.

-

Les intérêts se sont progressivement modifiés et les grands n'attisent plus le feu comme auparavant à cause des risques de dérapage nucléaire. Pour la Russie, l'Inde pourrait perdre son intérêt en cas de rapprochement trop marqué avec la Chine. De même, un rapprochement Pékin-New-Dehli remettrait en cause les bonnes relations de la Chine avec le Pakistan. Pour les Etats-Unis, l'Inde reste un marché intéressant et le Pakistan un allié utile, en particulier selon l'évolution de la situation en Afghanistan et en Iran.

-

331. L'isolement du Pakistan.

-

Les relations des Etats-Unis avec Islamabad ont toutefois pâti du programme nucléaire, de l'achat de missiles longue portée à la Chine et du terrorisme islamiste, même si l'amendement Pressler interdisant la livraison d'armement aux pays soupçonnés de chercher à se doter de l'arme nucléaire a été remplacé par l'amendement Brown autorisant la livraison d'armement déjà payé.

La Chine appuie toujours politiquement le Pakistan, elle lui livre des armes et lui fournit une assistance économique mais ces bonnes relations dépendent des efforts de l'Inde pour normaliser sa situation avec Pékin.

Les relations entre le Pakistan et les états de la région (Iran, Russie, pays d'Asie Centrale, Afghanistan) se sont nettement détériorées suite au soutien apporté aux Talibans en Afghanistan. Le départ des Soviétiques avait en effet provoqué des changements potentiellement dangereux pour Islamabad. Les succès des pachtounes du Hezb-i-Islami d'Hekmatyar auraient pu favoriser le mouvement pan-

pachtoun et, à terme, menacer la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. L'afflux d'intégristes armés au Cachemire aurait pu par ailleurs y réduire l'influence pakistanaise.

332. La dynamique de l'Inde : les succès de la politique de bon voisinage.

-

La politique extérieure indienne privilégie les relations économiques et la "doctrine Gurjal", (ancien ministre indien des affaires étrangères), s'oriente selon trois axes. Il s'agit d'abord d'étendre les bonnes relations aux autres pays d'Asie du sud-est et l'Inde a amorcé un rapprochement avec le Népal, le Bangladesh et Sri Lanka. Il lui faut ensuite s'ouvrir davantage vers l'étranger plus lointain, ce qui explique les visites d'officiels en Israël et en Iran. Enfin, l'Inde tente d'affermir ses relations avec les grandes puissances, d'où une intensification des échanges avec les Etats-Unis, l'Union européenne et la Russie. Elle essaie également de prendre de vitesse le Pakistan en nouant de bons contacts avec les nouvelles républiques musulmanes de la CEI. Les relations s'améliorent aussi avec la Chine et les dispositifs militaires ont été allégés dans la région de l'Arunachal-Pradesh.

333. Les relations informelles ("Track two").

La question du Cachemire reste trop chargée de symboles pour qu'une diplomatie ouverte l'aborde sereinement. Pour éviter un blocage total, des réunions sont organisées discrètement sous l'égide des Etats-Unis qui présentent une certaine neutralité dans le problème cachemiri. Ils sont d'ailleurs probablement intervenus en 1990 pour éviter une nouvelle guerre. Les "Nimrana talks" permettent donc de garder le contact ("keep the ball rolling") et huit rencontres ont eu lieu alternativement dans chaque pays. Les résultats sont maigres, mais des propositions innovantes auraient été avancées. Les indiens auraient reconnu l'impossibilité d'une solution militaire et n'auraient pas exclu la transformation de la ligne de contrôle en frontière, les pakistanais auraient proposé d'inclure dans la discussion des représentants cachemiris de toutes les tendances.

CONCLUSION.

L'Inde et le Pakistan auraient donc intérêt à normaliser leurs réactions, puisqu'elles dictent la stabilité ou le désordre régional. La géopolitique indienne est en effet marquée par une violence interne croissante, au moment même où elle s'affirme comme une grande puissance mondiale qui aspire à un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Elle traverse en effet simultanément une crise morale due à l'essoufflement du système politique indien et un virage économique libéral. Les tensions se multiplient et se concrétisent par des frustrations socio-économiques et des exaltations identitaires ou politiques. Le Pakistan reste quant à lui un Etat sans nation, un Etat instable reposant principalement sur des bases religieuses qui se cherche toujours une raison d'être et, pour cela, engage des aventures extérieures suscitant la méfiance générale.

Le Cachemire reste en fait le problème central, celui dont la gestion fait obstacle à la nouvelle politique étrangère indienne, celui qui présente un danger permanent de confrontation militaire et qui freine le développement des relations de l'Inde avec les pays asiatiques ou islamiques. Dans la mesure où cet abcès participe par ailleurs à la cohésion du Pakistan, une solution à court terme paraît improbable. La volonté d'améliorer les relations entre leurs deux pays affichée par Nawaz Sharif au Pakistan et Inder Kumar Gujral en Inde ne saurait donc laisser espérer des résultats rapides, mais plutôt des avancées à petits pas.

BIBLIOGRAPHIE

- Dossier "L'Inde", Institut Français des Relations Internationales, mai 1996

- Les régimes politiques du monde contemporain T II, Paul Leroy Collection Le droit en plus, Pug

- L'Année stratégique 1996, 1997

- Dictionnaire géopolitique, Dominique Lacoste

- Encyclopédie Universalis "L'Inde", "Le Pakistan", "Le désarmement"

- Universalia 1991 "Cachemire : la poussée séparatiste"

- Universalia 1992 "Pakistan : la démocratie en sursis"

- Bulletin d'analyse et de prévision, n°62, printemps 1995

- Le Figaro, articles des 7, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 août 1997

- Le Monde, articles des 13, 15, 16 et 26 août 1997

- Méthode de géopolitique, François Thual, Ellipses

- L'Inde et l'Asie, Christophe Jaffrelot

- La métamorphose des Indes, numéro spécial du magazine Croissance, octobre 1994

- Histoire de l'Inde moderne, Fayard, Paris 1994

- Les dossiers de l'état du monde, numéro "Pakistan, république islamique", édition La Découverte 1994

CARTE DE L'INDE

ANNEXE 2

CARTE DU PAKISTAN

ANNEXE 3

COMPARAISON DES ARMEES INDIENNE ET PAKISTANAISE

(Source: L'Année stratégique 1996)

	INDE	PAKISTAN
1. EFFECTIFS	980.000	520.000
- armée de terre	110.000	45.000
- armée de l'air	55.000	22.000
- marine	1.145.000	587.000
Total		
2. MATERIELS EN SERVICE		
Terre		

- Chars de combat	3.400	2.050
- Blindés légers (VCI)	1.450	850
- Artillerie tractée (pièces)	4.075	1.566
- Artillerie automotrices (pièces)	180	240
- Hélicoptères	200	122 dont 20 armés
Air		
- Avions de combat	844	430
- Hélicoptères armés	32	0
- Hélicoptères	134	28
Mer		
- Bâtiments de haute mer	25	9
dont porte-avion	2	0
destroyers	5	3
frégates	18	8
- Bâtiments côtiers	41	13
dont corvettes	17	0
vedettes lance-missiles	6	8
patrouilleurs	18	5
- Dragueurs de mines	20	3
- Bâtiments amphibies	9	0
- Sous-marins	15	6
- Avions de combat	68 dont 18 embarqués	4
- Hélicoptères armés ASM	75	16

